

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin·e·s* ;
Jeannine Crucifix, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Florence Couldrey, *Échevin·e* ;
Isabelle Désir, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 22.12.22

#Objet : Règlement-taxe sur les appareils distributeurs automatiques de billets de banque et sur les appareils automatiques permettant d'effectuer des opérations bancaires - Création #

Séance publique

Taxes communales

LE CONSEIL,

Vu la Constitution, l'article 170 § 4,

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 117 ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu la situation financière de la Commune et le besoin de maintenir et adapter les taxes communales aux dépenses nécessaires au fonctionnement du service public ;

Vu le rapport transmis par voie électronique au Conseil communal préalablement au vote et qui expose en détails les objectifs financiers et accessoires justifiant l'adoption du règlement-taxe ;

DECIDE :

- d'approuver le règlement-taxe suivant :

Règlement-taxe sur les appareils distributeurs automatiques de billets de banque et sur les appareils automatiques permettant d'effectuer des opérations bancaires

Article 1

§1er Il est établi au profit de la commune d'Auderghem, à partir du 1er janvier 2023 et ce jusqu'au 31 décembre 2028 une taxe annuelle sur les appareils distributeur automatiques de billets de banque et sur les appareils automatiques permettant d'effectuer des opérations bancaires situés sur le territoire de la Commune d'Auderghem.

§2 Par appareil automatique, il faut entendre tout dispositif fixe, pouvant être utilisé de la voie publique ou de tout endroit accessible au public, qui permet de distribuer automatiquement des billets de banque et/ou d'effectuer automatiquement des opérations bancaires y compris les appareils au moyen desquels le courrier bancaire peut être consulté ou retiré.

§3 Sont également taxés les appareils distributeur automatiques de billets de banque et permettant d'effectuer des opérations bancaires dont l'exploitation peut être partagée entre plusieurs exploitants, propriétaires ou détenteurs indépendamment du fait que l'appareil ne soit pas apparenté à un seul organisme bancaire ou financier (appareils « neutres »)

Article 2

Le redevable de la taxe est la personne physique ou morale qui exploite, détient ou à qui appartient l'appareil automatique défini à l'article 1er.

Le propriétaire de l'immeuble au sein duquel cet appareil est installé est solidairement redevable de la taxe.

Article 3

§1er Le taux de la taxe est fixé à deux mille euros (2000 €) par an par appareil automatique.

Lorsque l'appareil automatique est partagé entre plusieurs exploitants, propriétaires ou détenteurs, le taux d'imposition est multiplié par le nombre d'exploitants, propriétaires ou détenteurs de l'appareil.

§2 La taxe est due pour la totalité de l'année d'imposition, quel que soit le moment du placement de l'appareil automatique.

Article 4

Sont exonérés :

les appareils automatiques définis à l'article 1er qui sont accessoires à un établissement bancaire accessible à la clientèle et déjà taxé en application d'un autre règlement-taxe de la Commune d'Auderghem.

Article 5

L'administration communale envoie au contribuable une formule de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment remplie et signée, dans un délai d'un mois prenant cours à la date d'envoi.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formule de déclaration est tenu d'en réclamer une auprès de l'Administration Communale, au plus tard le 15 janvier qui suit l'exercice concerné.

La déclaration vaut jusqu'à révocation. En cas de modification de la situation imposable, une nouvelle déclaration devra être établie spontanément par le contribuable dans un délai d'un mois prenant cours le jour de la modification.

Article 6

§1er L'absence de déclaration dans les délais prévus ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe sur base des données dont la commune dispose.

Avant de procéder à la taxation d'office, l'administration communale notifie au redevable, par lettre recommandée à la poste, les motifs du recours à cette procédure, les éléments sur lesquels la taxation est basée, le mode de détermination de ces éléments ainsi que le montant de la taxe.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours calendrier à compter du troisième jour ouvrable suivant la date d'envoi de la notification pour faire valoir ses observations par écrit. Le redevable est tenu de produire la preuve de l'exactitude des éléments qu'il invoque.

L'administration communale procédera à l'enrôlement d'office de la taxe si, au terme de ce délai, le redevable n'a émis aucune observation qui justifie l'annulation de cette procédure.

§2 Les cotisations enrôlées d'office sont majorées comme suit :

- premier enrôlement d'office : 20 % du droit dû ou estimé comme tel ;
- deuxième enrôlement d'office : 50 % du droit dû ou estimé comme tel ;
- à partir du troisième enrôlement d'office : 100 % du droit dû ou estimé comme tel

Il n'est pas tenu compte d'un enrôlement d'office pour le calcul de la majoration lorsque la taxe a été enrôlée normalement au cours des trois exercices d'imposition qui suivent celui auquel se rapporte cet enrôlement d'office

Le Conseil approuve le projet de délibération.

26 votants : 23 votes positifs, 1 vote négatif, 2 abstentions.

Non : Vanessa Rigodanzo.

Abstentions : Martine Maelschalck, Cécile Henrard.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 23 décembre 2022

Le Secrétaire communal,
Par délégation,

La Bourgmestre,

Fred Prévost

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Florence Couldrey, *Schepen* ;
Isabelle Désir, Valérie Cops, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 22.12.22

#Onderwerp : Belasting reglement op de geldautomaten en automatische apparaten die bankverrichtingen toelaten- Instelling #

Openbare zitting

Gemeentebelastingen

DE RAAD,

Gezien de Grondwet, artikel 170 §4 ;

Gezien de Nieuwe Gemeentewet, artikel 117 ;

Gezien de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen ;

Gezien de financiële toestand van de gemeente en de noodzaak om de gemeentelijke belastingen te behouden en aan te passen aan de uitgaven die nodig zijn voor de werking van de openbare dienst;

Gezien het vóór de stemming elektronisch aan de Gemeenteraad toegezonden verslag, waarin de financiële en bijkomende doelstellingen die de handhaving en aanpassing van de belastingverordening rechtvaardigen, gedetailleerd worden uitgelegd;

BESLIST :

- Om de volgende belastingreglement goed te keuren :

Belastingreglement op geldautomaten en automatische apparaten die bankverrichtingen toelaten

Artikel 1

§1 Vanaf 1 januari 2023 en tot 31 december 2028 wordt er ten voordele van de gemeente Oudergem een jaarlijkse belasting geheven op geldautomaten en automaten waarmee banktransacties uitgevoerd kunnen worden die gelegen zijn op het grondgebied van de gemeente Oudergem.

§2 Onder automaat dient elk vast toestel verstaan te worden dat bruikbaar is vanop de openbare weg of in een plaats toegankelijk voor het publiek, die automatisch bankbiljetten distribueert en/of waarmee banktransacties uitgevoerd kunnen worden alsook de toestellen waarop bankcommunicatie kan worden geraadpleegd of afgehaald.

§3 Worden eveneens belast: geldautomaten en automaten waarmee banktransacties uitgevoerd kunnen worden en waarvan de exploitatie gedeeld kan worden door meerdere exploitanten, eigenaars of houders, los van het feit dat het toestel niet gekoppeld is aan enkele bank- of financiële instelling ("neutrale" toestellen).

Artikel 2

De belastingplichtige van de belasting is de natuurlijke of rechtspersoon die de automaat gedefinieerd in

artikel 1 uitbaat, in het bezit heeft of er de eigenaar van is.

De eigenaar van het gebouw waarin dit toestel is geplaatst, is de belasting hoofdelijk verschuldigd.

Artikel 3

§1 Het tarief van de belasting wordt vastgelegd op tweeduizend euro (€ 2000) per jaar en per automaat.

Als de automaat gedeeld wordt door meerdere exploitanten, eigenaars of houders, wordt de aanslagvoet vermenigvuldigd met het aantal exploitanten, eigenaars of houders van het toestel.

§2 De belasting is verschuldigd over het volledige aanslagjaar, ongeacht het ogenblik waarop de automaat werd geplaatst.

Artikel 4

Zijn vrijgesteld:

in artikel 1 gedefinieerde automaten die bij een bankinstelling horen die toegankelijk is voor het cliënteel en reeds belast wordt in toepassing van een ander belastingreglement.

Artikel 5

Het gemeentebestuur stuurt naar de belastingplichtige een aangifteformulier dat naar behoren ingevuld en ondertekend moet teruggezonden worden, binnen een maand na de datum van verzending.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier ontving, wordt verondersteld dit formulier bij het gemeentebestuur aan te vragen, ten laatste op de 15e januari die volgt op het betreffende boekjaar.

De aangifte geldt tot herroeping. In geval van wijziging van de belastbare situatie dient de belastingplichtige spontaan een nieuwe aangifte in te dienen binnen een termijn van een maand, die begint te lopen op de dag van de wijziging.

Artikel 6

§1 Indien geen aangifte gedaan wordt binnen de gestelde termijn of ingeval van onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte door de belastingplichtige, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de elementen waarover het gemeentebestuur beschikt.

Vooraleer over te gaan tot de ambtshalve aanslag, stelt het gemeentebestuur de belastingplichtige bij ter post aangetekend schrijven in kennis van de redenen waarom het zijn toevlucht neemt tot deze procedure, de elementen waarop de belastingheffing is gebaseerd, de wijze waarop deze elementen bepaald werden en het bedrag van de belasting.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig kalenderdagen die begint te lopen op de derde werkdag na de datum van verzending van de kennisgeving om zijn opmerkingen schriftelijk over te maken.

De belastingplichtige dient het bewijs te leveren dat de elementen die hij inroept correct zijn.

Het gemeentebestuur gaat over tot de ambtshalve inkohiering van de belasting als de belastingplichtige bij het verstrijken van deze termijn geen opmerkingen heeft overgemaakt die de annulering van deze procedure zouden rechtvaardigen.

§2 De ambtshalve ingekohierde bijdragen worden als volgt verhoogd:

- eerste ambtshalve inkohiering: 20% van het verschuldigde of als dusdanig beschouwde recht;
- tweede ambtshalve inkohiering: 50% van het verschuldigde of als dusdanig beschouwde recht;
- vanaf de derde ambtshalve inkohiering: 100% van het verschuldigde of als dusdanig beschouwde recht;

Er wordt voor de berekening van de verhoging geen rekening gehouden met een ambtshalve inkohiering als de belasting in de loop van de drie boekjaren volgend op het boekjaar waarop deze ambtshalve inkohiering betrekking heeft normaal ingekohierd werd.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

26 stemmers : 23 positieve stemmen, 1 negatieve stem, 2 onthoudingen.

Nee : Vanessa Rigodanzo.

Onthoudingen : Martine Maelschalck, Cécile Henrard.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 23 december 2022

De Gemeentesecretaris,
Bij opdracht,

De Burgemeester,

Fred Prévost

Sophie de Vos